



Crise oubliée : depuis 6 ans, la guerre fait rage dans le nord de la Birmanie (Etat Kachin et Nord Shan)

Six ans après la reprise du conflit dans l'État Kachin (le 9 juin 2011), nos organisations se solidarisent avec le peuple Kachin pour dénoncer l'oubli de cette crise pourtant toujours bien réelle.

Dans un communiqué publié aujourd'hui, les organisations locales (notamment Caritas Birmanie (KMSS) et Metta Development Foundation partenaires de nos organisations) témoignent de combats ayant fait plusieurs morts et 600 nouveaux déplacés dans la commune de Tanai au Nord-Ouest l'ouest de l'État Kachin.

En 2011, par une attaque des postes de contrôle de l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA), l'armée birmane mettait fin à 17 ans de cessez-le-feu dans la région. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader. Dans l'État Kachin, plus de 86 000 personnes vivent actuellement dans 140 camps de déplacés internes (IDPs) et près de 20 000 personnes se sont réfugiés en Chine. Dans le nord de l'État Shan, ce sont près de 12 000 IDPs qui habitent dans 42 camps.

La seconde Conférence de Panglong pour la paix vient de s'achever¹. Si des efforts pour un processus inclusif peuvent être soulignés car tous les groupes ethniques armés ont été invités à y assister, ceux qui ne sont pas signataires de l'accord de cessez-le-feu (NCA)² n'ont pas pu prendre part aux négociations. C'est notamment le cas des groupes en conflits actifs avec l'armée dont l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA) fait partie, qui ont de nouveau affirmé en avril dernier qu'ils ne signeraient pas le NCA et qu'une alternative devait être trouvée.

Depuis la première conférence de Panglong en août 2016, les offensives de l'armée birmane se sont multipliées. Le 20 novembre dernier, c'est l'Alliance du Nord - dont la KIA fait partie – qui a lancé une attaque contre les militaires. Lors de ces affrontements, les troupes armées gouvernementales n'ont pas hésité à utiliser à de nombreuses reprises de l'artillerie lourde et des avions de chasse pour des bombardements. Ces combats ont provoqué des vagues successives de déplacement obligeant les populations civiles à vivre dans des situations extrêmement précaires.

Les autorités birmanes continuent de restreindre l'accès humanitaire dans certaines zones. Les organisations locales répondent aux premiers besoins, mais n'ont pas les moyens financiers et

¹ La seconde Conférence de Panglong pour la paix a rassemblé des représentants du gouvernement civil, du parlement, de l'armée birmane, des représentants de 15 groupes ethniques armés, des partis politiques et quelques organisations de la société civile birmane.

² Le NCA a été signé en octobre 2015 entre le précédent gouvernement issu de l'ancienne junte et 8 des 23 groupes armés rebelles.

matériels pour faire face au nombre croissant de personnes déplacées (IDPs). Depuis 2015 les Nations Unies ne sont pas autorisées à faire parvenir l'assistance à près de 40 000 IDPs se trouvant dans les zones non contrôlées par le gouvernement.

Les populations civiles restent les premières victimes de ce conflit. En solidarité avec nos partenaires de la société civile locale, nos organisations :

- **rappellent la nécessité d'un accès humanitaire sans entraves.**
- **demandent l'arrêt immédiat des hostilités, le respect du Droit International et la protection des civils.**
- **soutiennent la résolution du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies prévoyant l'envoi d'une mission d'établissement des faits en Birmanie dans les États d'Arakan, Kachin et Shan et regrettent la position des autorités birmanes à ce sujet³.**
- **encouragent un processus de paix plus inclusif et équitable pour tous les groupes ethniques armés, et plus participatif pour la société civile.**

Nous demandons donc au gouvernement français, à la Commission Européenne et à l'ONU d'œuvrer en ce sens par tous les moyens possibles.

Contact presse:

Camille Cuisset – Coordinatrice d'Info Birmanie

camille@info-birmanie.org

07 83 99 78 22

3 Aung San Suu Kyi, dirigeante de facto du pays, a indiqué que cette mission « ne correspondait pas aux réalités du pays », alors que, les accusations de violations des droits de l'homme par l'armée sont nombreuses.